

1-Situation Géographique :

La Côte d'Ivoire est un pays d'Afrique de l'Ouest situé le long du golfe de Guinée. Il est bordé au nord par le Mali et le Burkina Faso, à l'ouest par le Libéria et la Guinée, à l'est par le Ghana et au sud par l'océan Atlantique.



2-Le Pays en Bref :

- Nom complet** : République de Côte d'Ivoire
- Nom propre** : Côte d'Ivoire
- Continent** : Afrique
- Sous-continent** : Afrique Sub-saharienne
- Population** : 25 823 071 habitants (2019)
- Superficie** : 322 462 km²
- Principales villes** : Yamoussoukro (capitale administrative), Abidjan (capitale économique), Bouaké, San Pedro, Gagnoa, Korhogo, Daloa,
- Langues officielles** : Français
- Monnaie** : Franc CFA (XOF)
- Nature de l'État** : République
- Chef de l'État** : Président Alassane Ouattara
- Codes ISO** : CI, CIV
- Religions** : islam: 42%, christianisme: 34%, animisme: 4%, sans religion: 19%, autres religions:1%,
- Membre à l'OMC** : Depuis le 1er janvier 1995

3- Indicateurs Economiques et Démographiques :

* Indicateurs Economiques :

La Côte d'Ivoire est l'une des économies les plus dynamiques de l'Afrique subsaharienne, bénéficiant d'une croissance vigoureuse (bien que légèrement décroissante). La croissance du PIB a atteint environ 7,4% en 2018, en baisse par rapport à 7,8% en 2017 (FMI), soutenue par la demande extérieure de produits agricoles et pétroliers et une demande intérieure plus forte résultant des grands projets d'investissement et de la consommation des ménages. Les perspectives à court et à moyen terme restent favorables, avec une croissance du PIB réel projetée à 7,0% en 2019 et à 6,9% en 2020 (FMI). La croissance bénéficiera d'une consommation privée optimiste et d'un investissement fixe accru.

La Côte d'Ivoire a mis en œuvre un programme de politiques macroéconomiques et de réformes structurelles visant à soutenir une croissance forte, à assurer la stabilité macroéconomique, à réduire la pauvreté et à promouvoir l'inclusion. En décembre 2018, le FMI a achevé les quatrièmes examens au titre de la Facilité Élargie de Crédit (FEC) et du Mécanisme Élargi de Crédit (MEDC) approuvés deux ans auparavant et a jugé les performances des pays satisfaisantes. Le déficit budgétaire s'est amélioré pour s'établir à 3,8% en 2018 et devrait converger vers la norme régionale de l'UEMOA de 3% du PIB en 2019. L'inflation, bien qu'en augmentation, reste faible (1,7% en 2018 et estimée à 2,0% en 2019), grâce à la stabilité des prix dans l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). La dette publique a atteint 48,8% du PIB en 2018, sous l'effet des émissions d'euro-obligations en 2017 et 2018. Le risque de surendettement reste modéré, mais comme le souligne le FMI, le renforcement des finances publiques et de la gestion de la dette reste essentiel pour maintenir la viabilité de la dette. Néanmoins, le FMI prévoit une réduction de la dette publique à 47,3% du PIB en 2019 et à 46,5% en 2020. Le Plan national de développement 2016-2020 met l'accent sur la diversification de la production, l'amélioration des produits transformés à base de matière première et le développement de la chaîne de valeur dans le secteur primaire. Le budget de l'État pour 2019 (plus haut de 8,6% par rapport au budget de 2018), dans la continuité du précédent, accorde la priorité à la transformation structurelle de l'économie et à l'amélioration des conditions de vie des personnes. Les actions sociales incluent l'accès à l'eau potable, à l'électricité, à l'assainissement, à l'emploi et à la lutte contre la pauvreté. Parmi les défis auxquels le pays doit faire face, il y a la fluctuation des taux de change des produits agricoles et miniers, les conditions climatiques, les risques de

sécurité et le resserrement des marchés financiers. Les troubles politiques en vue de l'élection présidentielle de 2020 demeurent un risque majeur de dégradation. Malgré de bonnes performances économiques, le taux de pauvreté a fortement augmenté par rapport à son niveau d'il y a trois décennies. Plus de 45% de la population est en dessous du taux de pauvreté et environ le quart de la population active est au chômage. Le taux de chômage était estimé à 2,6% en 2018 (Banque Mondiale, estimation modélisée du BIT). La lutte autour de la succession liée aux élections de 2020 est déjà déclarée et pourrait remettre en question les bonnes performances économiques du pays, qui peut également faire face à une menace terroriste.

Indicateurs de croissance	2017	2018	2019 (e)	2020 (e)	2021 (e)
PIB (milliards USD)	38,13	43,05	44,44	48,35	53,10
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	7,7e	7,4	7,5	7,3	7,0
PIB par habitant (USD)	1.528e	1.681	1.691	1.794	1.920
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	49,8	53,2	52,7	51,5	51,0
Taux d'inflation (%)	0,7	0,4	1,0	2,0	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-1,05e	-2,02	-1,69	-1,83	-2,02
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-2,7	-4,7	-3,8	-3,8	-3,8

Source: FMI - World Economic Outlook Database disponibles.

Note : (e) Donnée estimée

* Indicateurs Démographiques :

La population continue à grossir rapidement, et vient, comme partout en Afrique, s'agglutiner autour des grandes villes, dont la métropole Abidjan, qui approche désormais les 5 millions d'habitants. Il y a tout à faire ou plutôt à refaire en termes d'infrastructures : transports, santé, social, éducation, rien n'est au niveau d'une telle population dans cette métropole. C'est pourquoi toute la ville est en chantier, avec l'ouverture de nouvelles routes, de nouveaux ponts, et d'infrastructures diverses.

-Croissance démographique : 2,59 % / an

-Espérance de vie à la naissance : 56,40 ans (2017)

-Taux d'alphabétisation : 50,24 % (2015)

-Indice de développement humain : 170e / 187 pays (PNUD, 2014)

4-Situation Politique du Pays :

***Politique Intérieure :**

Le pays sort d'une crise politique aiguë qui l'a secouée pendant près d'une décennie. Cette crise a affecté durement l'économie et tous les secteurs sociaux. Le pays a été littéralement coupé en deux, le nord ayant fait sécession durant des années. Le règlement politique s'est terminé par l'expulsion du pouvoir (et l'emprisonnement) de Laurent Gbagbo par Alassane Ouattara, ce dernier étant soutenu par les puissances occidentales. Malgré tout, avec les ressources naturelles dont elle dispose, la Côte d'Ivoire avait les moyens de se remettre sur les rails du développement. Et la croissance économique des dernières années est là pour le démontrer (+8,76 % en 2016, +8,4 % en 2015, +9 % en 2014, +9,2 % en 2013, +10,7 % en 2012). Le tourisme est également de retour, après des années de forte baisse.

***Politique Extérieure**

Malgré l'indépendance, qui survient en 1960, la Côte-d'Ivoire conserve de bonnes relations avec la France. Active sur le continent, elle joint les rangs de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) lors de sa création, en 1963. Elle continue également d'entretenir des liens économiques importants avec l'Europe, notamment la France qui demeure son principal partenaire commercial. Des troupes françaises et des Nations unies participent d'ailleurs aux opérations visant à restaurer l'ordre dans le pays lorsque la situation se détériore au début du XXIe siècle.

5-Risque Pays :

En 2019, la poursuite des efforts d'ajustement dans le but d'atteindre le niveau du critère de convergence de l'UEMOA de 3 % du PIB en 2019 devrait permettre de réduire le déficit budgétaire qui s'était particulièrement creusé en 2017 à cause des conditions socio-économiques difficiles (baisse des prix du cacao, versements de primes pour répondre aux revendications sociales). L'atteinte de l'objectif passera notamment par une mobilisation accrue des recettes fiscales : le retrait graduel d'exonérations fiscales, la remise en place du droit d'enregistrement sur le cacao, l'introduction d'une taxe sur les noix de cajou ou encore l'amélioration des recettes de la TVA sont quelques-unes des mesures entreprises pour y parvenir. L'accélération des réformes de l'administration fiscale et douanière doit également permettre d'améliorer la mobilisation des recettes. Ces mesures s'accompagneraient d'efforts pour contenir la masse salariale et l'investissement public, avec notamment l'inscription des PPP au programme d'investissement public à compter de 2019. Les réformes du système fiscal continueront d'être

soutenues par le FMI dans le cadre des programmes triennaux de la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC) dans lesquels est engagé le pays depuis fin 2016. Le niveau de la dette publique demeure modéré, en deçà notamment de la norme de l'UEMOA de 70 %, et les indicateurs de liquidité indiquent un risque de surendettement mesuré. Le déficit de la balance des transactions courantes devrait se dégrader en 2019 dans le sillage de la détérioration de l'excédent commercial. Ce dernier devrait principalement souffrir d'un repli des exportations de l'or brun et, surtout, de la croissance des importations de consommation et d'investissement, tirées par le dynamisme de la demande interne. Les déficits des comptes des services, des transferts et des revenus, relativement stables continueront de faire pencher la balance courante dans le rouge. Malgré cette détérioration, les prêts projets et les IDE devraient permettre de financer ce déficit.

6-Les Principaux Secteurs Economiques :

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	47,6	6,2	46,2
Valeur ajoutée (en % du PIB)	19,8	25,2	41,6
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,2	7,1	9,1

Source : Banque Mondiale

La Côte d'Ivoire est le premier producteur et exportateur mondial de cacao (30% de la production mondiale), l'un des trois plus importants producteurs et exportateurs de noix de cajou au monde et un grand exportateur d'huile de palme, de café et d'huile. L'économie du pays repose principalement sur l'agriculture. Le secteur primaire représente plus du cinquième du PIB et emploie moins de la moitié de la population active du pays. Le gouvernement tente de maximiser le rendement de son secteur agricole en développant des unités de traitement de matières premières. En janvier 2019, elle a lancé un plan de 107 milliards FCFA sur cinq ans (2018-2023) financé par la Banque Mondiale et visant à accroître la rentabilité du secteur de la noix de cajou. La production de caoutchouc du pays a considérablement augmenté ces dernières années. Le secteur pétrolier gagne en importance dans l'économie avec un taux de croissance stable et des investissements importants. Le pays a des activités minières, en particulier de minéraux précieux, tels que l'or et les diamants, mais aussi d'autres comme le nickel . Le secteur industriel contribue également à près du quart du PIB et n'emploie que 6% de la population. Les principaux secteurs industriels du pays sont l'agroalimentaire, les textiles, les matériaux de construction, les engrais, la conserve de thon et le montage de motos, de véhicules et de vélos. Comme dans de nombreux autres pays africains, le secteur tertiaire a connu une croissance rapide au

cours des dernières années. Le secteur des télécommunications est en plein essor et, avec d'autres secteurs, joue un rôle moteur dans la croissance des services. Les services représentent environ 41% du PIB et emploient 46% de la population active.

*L'économie en bref

POINTS FORTS :

- Diversité des ressources : hydrocarbures, minerais (or, cuivre, fer, manganèse, bauxite) et richesses agricoles (premier producteur mondial de cacao, café, sucre, noix de cajou)
- Infrastructures en cours de modernisation
- Amélioration du climat des affaires et de la gouvernance
- Renforcement de la stabilité politique

POINTS FAIBLES :

- Économie dépendante des aléas climatiques et de l'évolution des cours du cacao, principal produit d'exportation
- Lacunes encore à combler en matière de gestion des finances publiques, d'infrastructures et d'environnement des affaires, en dépit des progrès accomplis
- Lents progrès en matière de réconciliation nationale

7-Accords Bilatéraux :

Treize conventions et protocoles de coopération ont été signés à Abidjan dans de nombreux domaines à l'issue de la visite effectuée par le chef du gouvernement, Habib Essid, les 25 et 26 avril 2016 en Côte d'Ivoire.

Les conventions portent sur les secteurs de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique, de la formation professionnelle, de l'emploi, des affaires sociales, de la santé, des sources forestières, de la gestion des sources hydrauliques dans les régions humides et sahéliennes, de l'agriculture, et des petites et moyennes entreprises. Elles concernent également l'artisanat, le tourisme, et la planification des villes.

Essid a souligné à son homologue ivoirien, Daniel Kablan Duncan, que les résultats des travaux de la huitième session de la commission mixte confirment les relations de coopération privilégiées entre les deux pays.

Il a recommandé le suivi de la mise en application de ces conventions, dans le cadre de la réunion bilatérale prévue entre les deux parties.

Daniel Kablan Duncan a suggéré la formation d'une commission mixte chargée du suivi de

l'application des conventions signées entre les deux pays, en vue de renforcer leur coopération bilatérale.